

SOMMAIRE :

P.1 Edito

P.2 Nouvelles 82

P.3 à 9 dossier ex- trême droite

P.10 / 11

Vie syndicale locale

P.12 / 13

Vie syndicale natio- nale

P14. Infos et cinéma

Edito

DANGER ! EXTREME DROITE

Elle a vu ses voisins devenir cyniques, épuisés, indifférents, haus-
sant les épaules et disant "de toute façon, tout le monde ment",
jusqu'à ce qu'ils cessent d'essayer de savoir ce qui était réel.

Son observation la plus inquiétante :

*"Le sujet idéal du régime totalitaire n'est pas le nazi convaincu ni
le communiste dévoué, mais les gens pour qui la distinction entre
fait et fiction, vrai et faux, n'existe plus."*

C'est cette soumission — et non la violence — qui tue la liberté.

Le brouillard avant les tanks. Les ukrainiens en savent quelque
chose.

Elle comprenait quelque chose que nous commençons seulement à
saisir pleinement à l'ère des réseaux sociaux et de la désinforma-
tion : La vérité n'est pas détruite en étant remplacée par des
mensonges. Elle est détruite en étant enterrée sous une avalanche
de contradictions jusqu'à ce que les gens abandonnent la re-
cherche de la vérité.

Ne pas se soumettre au bruit en le prenant pour de la connais-
sance.

Le totalitarisme n'a pas besoin de votre loyauté. Il a juste besoin
de votre épuisement.

Parce qu'une fois que vous arrêtez de vous soucier de ce qui est
réel — une fois que la vérité devient optionnelle, subjective, trop
épuisante à poursuivre — la liberté ne vous est pas retirée.

Vous l'abandonnez.

Hannah Arendt est morte en 1975, bien avant les réseaux so-
ciaux, les deepfakes, et les fils d'actualités algorithmiques con-
çus pour enrager et épuiser.

Nous savons que le plus grand acte de résistance est le plus
simple et le plus difficile : Continuez à penser. Continuez à ques-
tionner. Continuez à vous soucier de ce qui est réel.

Même quand c'est épuisant. Surtout quand c'est épuisant.

En France un groupe de 10 milliardaires pèse 90% des ventes de
quotidiens nationaux, 55% de l'audience Télé et 40% de celle des
radios. Des millions d'euros sont investis pour favoriser les orga-
nisations de droite et d'extrême droite. (suite au verso...)

Edito, suite et fin

« Nous appelons à faire barrage au Rassemblement national quel que soit le candidat qui lui fait face ». Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT et Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT. Les échos du 2 juillet 2024. La position n'a pas changé pour les municipales.

« La stratégie de l'extrême droite est à chaque fois la même pour arriver au pouvoir, maintenir le flou sur son programme ». Marylise Léon.

Le dossier inclus dans ce numéro de « Vivre mieux » vous permettra d'être éclairé les 15 et 22 mars prochain lors des 2 tours des élections municipales.

Pour l'anecdote, en septembre 1968, des documents « exfiltrés » de bureaux administratifs me permettait d'apprendre que j'étais sur la liste des niçois qui devaient être regroupés au stade Vélodrome de Marseille au cas où... Motif : j'occupais, avec la majorité des normaliens l'Ecole normale d'instituteurs de Nice !

Passez de bonnes fêtes de fin d'année. Faites de beaux rêves en vous rappelant l'Histoire : on pense en avoir pour quelques mois avec la droite extrême puis elle se cassera la gueule. En moyenne elle y reste au moins pour une trentaine d'années. Une génération !

Daniel Villa Véga , pour les SSR Midi-Pyrénées

Vie syndicale : Union Territoriale des Retraités Tarn-et-Garonne

Après son AG de mars 2025, la structure tarn-et-garonnaise entretient un bon rythme de croisière.

Un bon rythme, c'est peu dire !

Le 18 septembre, nous étions au côté des salariés pour l'opposition aux cyniques projets de feu le gouvernement Bayrou, bureau et conseil le même mois sans parler de réceptionner les commandes des achats groupés de l'UTR ou de participer au groupe local du Pacte du pouvoir de vivre. En octobre, finaliser le bulletin n° 25 et l'expédier, participer à la sympathique sortie à Saint Antonin Noble Val avec guide dans le bourg médiéval et dégustations des bières Bélier brassées sur place, imprimer les tirages des flyers annonçant la journée Agriculture et alimentation organisée le 14 novembre à Nègrepelisse avec 7 intervenants (la distribution des flyers a été fortement gâchée par la météo !), nous y reviendrons avec une petite synthèse des échanges de la table ronde, réunir en même temps trois commissions (développement, communication et formation) pour des objectifs d'actions liées. En novembre, finaliser la journée du 14, préparer le bon de commande de décembre (avec un nouveau producteur ajouté), préparer le conseil, le congrès de la Cfdt 82, faire les courses de Noël (euh, non, ça n'est pas dans le plan de travail de l'UTR !). Bref on ne s'ennuie pas.

Prochaine étape, la sortie loisirs de décembre « Ronde des crèches » dans 8 villages gersois et tarn-et-garonnais et la coque républicaine de janvier....

A l'an que ven que se siam pas mai que siuem pas mens (proverbe provençal)

Daniel VILLA-VEGA



RETRAITÉS

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

ON NE DEBAT PAS AVEC L'EXTREME DROITE, ON LA COMBAT!

EXTREME DROITE : DES PAROLES...ET DES VOTES

Non, le Rassemblement national, Reconquête !, ou l'Union des droites pour la République ne sont pas des partis comme les autres.

Un bon document

CFDT :rapport_europe_comment_ont_vote_les_partis_francais

Un premier exemple anecdotique mais révélateur des « convictions » profondes de leurs responsables : Eric Ciotti partisan déterminé du service militaire obligatoire n'a pas hésité à écrire au ministre de la Défense J.P Chevènement (pas tout à fait du même bord !) pour obtenir une dispense ! (voir le *Canard enchaîné* du 14 sept 2016).

Marine Hamet, députée RN du Tarn-et-Garonne, a voté la censure le 16 octobre 2025 pour « rendre la parole au peuple ». En déplacement dans les balkans elle a réaffirmé son opposition à l'entrée de la Bosnie-Herzégovine, Serbie, Kosovo et Macédoine du nord dans l'Union européenne. Trop pauvres ? Ou pas assez dirigistes ?

Le nouveau député du Tarn-et-Garonne, Pierre-Henri Carbonnel, UDR, a voté contre la suspension de la réforme des retraites, texte qui repousse une vraie décision mais qui donne un signal aux manifestants de 2023. Il a voté comme tous les députés LFI !

L'amendement de Boris Vallaud instituant un impôt sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros (taxe dite Zucman) a été rejeté par 228 contre et 172 pour. Socialistes, Gauche démocratique (PC), écologistes et LFI ont voté pour que les très riches paient au moins autant d'impôts que tout le monde ! Ce qui n'était même pas le cas avec cette taxe ! Les 500 plus grandes fortunes détiennent 42% du PIB de la France en 2025 contre 6% en 1996 ! Et quand on regarde

les votes, il n'y a pas photo : 6 abstentions. Ce qui veut dire qu'il y a eu un vote de parti très suivi. La droite, les macronistes et l'extrême droite (qui défend la veuve et l'orphelin) ont tous voté contre. Les députés RN étaient présents à 72% (plus des 2/3 des RN ont participé au vote). A noté que pour un enjeu de cette taille aucun groupe n'était au complet !

La loi dite Duplomb (qui porte bien son nom) a été adoptée. Ce texte prévoit la réintroduction de plusieurs pesticides de la famille des néonicotinoïdes, la facilitation de la construction de bassins, de simplifier la mise en œuvre de bâtiments d'élevage intensif, de placer l'Office Français de la Biodiversité sous l'autorité des préfets et non du ministère de l'agriculture, de préserver l'indépendance de l'ANSES chargée d'évaluer les risques sanitaires. Cette loi présentée comme un soutien aux agriculteurs ne présente aucun élément concernant le revenu des agriculteurs et, au contraire par les autorisations ajoutées, va favoriser l'agro-industrie portée par la FNSEA. Comme par hasard les 2 rapporteurs du projet de loi viennent, Julien Dive (LR) de la monoculture de l'Aisne et Sandrine Le Feur (ensemble) du pays des algues vertes, la Bretagne ! A noter que 6 groupes étaient au grand complet et le moins représenté (LIOT - indépendants) l'était à 91%. Quand on veut être présent, on peut ! Les députés RN, ciottistes ou Horizons ont voté massivement pour cette loi tueuse des pollinisateurs. Ces députés ne doivent pas avoir d'enfants ou de petits-enfants pour se foutre à tel point de leur future condition d'existence.

Au niveau européen, Marion Maréchal a voté contre un texte (adopté) soumis au parlement européen proposant de lutter contre la répression transnationale des défenseurs des droits de l'Homme.

Quand il s'est agi de fixer un cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique présenté par Ondrej Knotek (tchèque de centre droit donc pas franchement réformateur de ce point de vue) les députés RN ou Reconquête ! (Zemmour) ont tous votés contre l'existence d'un cadre...

Quand il s'est agi de la conservation et utilisation durable de la diversité biologique marine (arrêter la surpêche) des zones ne relevant pas de la juridiction nationale (les eaux internationales), même résultat : les acolytes de Marion Maréchal et de Jordan Bardella s'y sont opposés d'une même voix.

En France le RN soutient toute demande d'utilisation de pesticides en s'élevant contre le poids des normes environnementales. Il prétend défendre l'autonomie de la France mais prône une multiplication de centrales nucléaires, alimentées par de l'uranium importé, alors qu'il s'oppose aux éoliennes et parcs photovoltaïques.

Au nom de la « liberté de circuler » il appuie le transport routier au détriment du fret ferroviaire.

Curieusement les mêmes sont favorables à l'accord sur le commerce numérique entre l'UE et Singapour ! Peut être que la France n'était pas concernée, comme le nuage de Tchernobyl !

De même en 2020, les élus RN avaient voté contre une résolution destinée à résorber les écarts de salaire entre les hommes et les femmes. (<https://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/votes.html?tab=votes>)

En novembre de la même année, les mêmes votent contre un texte de condamnation d'une réglementation polonaise interdisant le droit à l'avortement.

En France, ils se sont opposés à la prise en charge intégrale du cancer du sein et contre l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution (11 contre et 20 abstentions). (<https://datan.fr/votes/legislature-17/>)

Dans le Libération du 30 octobre dernier, une chronique de l'écrivaine Tania de Montaigne est intéressante. 14 janvier 2012, dans le programme de Marine Le Pen candidate à l'Élysée : « La pratique du pouvoir au plus haut niveau doit



Un petit vote sympathique autorisant les députées européennes de voter par procuration pendant leur grossesse et après l'accouchement. Marion Maréchal s'est abstenue, normal minimum, mais les deux acolytes Guillaume Peltier et Laurence Trochu ont voté contre, faut pas exagérer !

Dans le même ordre d'idée, vote sur la stratégie en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes. Qui a voté contre ? Marion Maréchal, Jordan Bardella et les autres députés de leur groupe.

être exemplaire et inciter l'ensemble du corps politique et administratif à un usage parcimonieux de l'argent public, notamment via une distinction très nette entre l'usage privé des facilités liées aux fonctions politiques ou administratives, qui doit être facturé au centime près, et leur usage professionnel. La loi prévoirait des sanctions pénales accrues en cas de non-respect de ces obligations. » 1^{er} avril 2025 : suite à des menaces de mort publiés sur les réseaux sociaux, Bénédicte de Perthuis, la magistrate qui a prononcé la condamnation de Marine Le Pen est placée sous protection policière ! En plus une femme !

En juillet 2023 le RN vote contre l'augmentation du Smic et confirme ce choix en octobre de la même année au parlement européen en s'opposant à une directive sur la hausse des salaires minimum.

Sur le front « social », le RN revendique une baisse des cotisations sociales des employeurs tout en pleurant sur l'état de l'hôpital public. Il a voté contre une proposition de loi régulant l'installation des médecins pour lutter contre les déserts médicaux.

Le RN ne se gêne pas pour demander la privatisation de l'audiovisuel public, cadeau pour le pote Bolloré ou souvenir nostalgique de l'ORTF de Peyrefitte.

Comme si les problèmes liés à l'immigration étaient dernière nous, le vote demandé par le Rassemblement national (au grand complet dans l'hémicycle (99%) visant à dénoncer les accords franco-algérien de 1968 (sous la présidence de De Gaulle) accordant un statut d'étranger un peu plus avantageux pour les ressortissants algériens... dont la France avait grandement besoin pour sa reconstruction encore inachevée et pour les grands investissements en cours, ce vote a été adopté d'une voix par la droite, l'extrême droite et une partie des centristes.

L'extrême droite prétend défendre la France en

limitant le pouvoir de l'Europe. Si l'Europe actuelle n'est pas forcément une Europe particulièrement portée sur la défense des travailleurs et sur l'égalité fiscale, il n'en reste pas moins qu'elle constitue un ensemble qui permet de lisser les inégalités entre les différents pays européens, permet d'éviter des concurrences nuisibles (comme entre certains états des USA) et de mutualiser la recherche, les investissements nécessaires pour lutter contre le réchauffement climatique, la défense (ça fait mal d'en parler après plus de 60 ans de paix, même relative) ou la liberté de circulation. Le RN soutient le hongrois Viktor Orban qui prône la désobéissance aux règles de l'UE.

La politique migratoire extrêmement restrictive du RN (Reconquête! c'est pire et Ciotti pas mieux) oublie bien volontiers le rôle de cannibale de l'Afrique que furent les puissances européennes. On les dépouille un maximum et après on les laisse se débrouiller. L'uranium des centrales ne vient-il pas du Niger ? Même les étudiants étrangers sont dans le collimateur, surtout s'ils ont la peau foncée....

En 2026 et plus tard, choisissez votre camp, camarades ! Les retours seront douloureux.

Daniel VILLA-VEGA



**ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES**
S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

**s'engage
contre les
idées
d'extrême
droite**



LA CFDT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Lutte contre l'extrême droite :

le conseil CFDT Retraités d'Occitanie se mobilise

Le 2 octobre 2025 à Gruissan, le conseil de l'URR (Union Régionale des Retraités) d'Occitanie a reçu Mariano Fandos, responsable à l'URI du dossier « la lutte contre l'extrême droite ». Il a dressé un état des lieux :

1°) en Occitanie, l'accélération de l'implantation politique du RN est à considérer à l'issue de toutes les élections avant même 2020 : municipales, départementales, régionales, législatives et européennes ; elle est à souligner en milieu rural dont l'économie s'appuie sur l'agriculture

2°) en Europe l'affirmation de mobilisations à caractère xénophobe, raciste dont l'anti-sémitisme n'est pas absent, devient monnaie courante, elles appellent à la haine des minorités et à la stigmatisation des populations immigrées particulièrement maghrébines et arabes.

3°) en France l'évolution des partis de droite pour participer au front républicain contre les candidats du RN lors des dernières élections législatives (poursuivi à ce jour à Montauban) témoigne de la banalisation de ce parti dont certains secteurs de l'opinion publique déclarent : « on pourrait bien essayer avec eux ».



En Occitanie, on constate que les discours nationalistes, complotistes, anti-systèmes et anti-élites fonctionnent. L'organisation collective des forces démocratiques dont celles de l'URI CFDT pour lutter contre les idées de l'extrême droite reste à consolider dans la perspective des élections municipales de mars 2026. **Comment ?**

L'action syndicale, sa place, son rôle :

La dimension sociale au sein des entreprises et des administrations doit être prioritaire. Parler des menaces sur les conditions de travail, du pouvoir d'achat, de l'emploi, de l'égalité salariale H/F est la première tâche des sections syndicales pour démontrer les conséquences d'un vote RN au sein de l'établissement. Instrumentaliser l'immigration comme source des pertes d'emploi, de bas salaires reste pour eux la meilleure façon de ne pas répondre à nos revendications sociales.

L'action des syndicats de retraités de l'URR : **définir une stratégie est impératif**

Se battre contre les idées fascistes ou fascistes au nom des valeurs morales et universalistes ou « l'aller vers nos adhérents et les publics de retraités » ;

Souligner la création d'un groupe de travail contre l'extrême droite par le Syndicat des Retraités (SDR) du Tarn

Retenir la nécessité de construire des argumentaires qui parlent de la vie quotidienne des personnes (protection sociale, santé, vie associative, culturelle, urbanisme, mobilités, logement social)

Participation de l'URR au plan de travail de l'URI engagé sur ce thème

Proposer ce combat au sein des PPV locaux dans la perspective des municipales 2026

Poursuivre les liens avec la Cimade

Intégrer cette thématique dans la formation CCAS/CIAS (Centres Communaux ou Intercommunaux d'Action Sociale)

Se rapprocher du Réseau CFDT pour la démocratie et contre les idées de l'extrême droite

Décision du conseil de l'URR : créer un groupe de travail constitué de militants volontaires des SDR de la région, qui aura une fonction de veille sur ce thème.

Ce groupe s'est déjà réuni (9 SDR représentés, 3 n'ont pas d'inscrits) et a travaillé sur plusieurs points :

initiatives nationales :

La Confédération met en place un réseau « Pour la démocratie et contre les idées d'extrême droite », avec un plan d'action sur 3 axes :

Axe 1 : animer, accompagner, former, outiller

Axe 2 : analyser et monter des partenariats

Axe 3 : organiser des temps forts et élaborer une stratégie de communication

Voir diaporama au format genially incluant le plan confédéral d'action et des quizz sur ce

que disent sur nous les représentants de l'extrême droite :

<https://cfdt.genially.com/68d999f04a87e42cfb0b6bc9/presentation-ppt-led-democratie-genially-250915pptx>

Dans le cadre de ce plan d'action, la Confédération devrait mettre en place un module de formation.

La Confédération va également organiser une tournée de rencontres, visant les « villes moyennes » :

<https://www.syndicalismehebdo.fr/article/face-aux-idees-dextreme-droite-la-cfdt-structure-son-reseau-militant-et-lance-la-tournee-democratie>

L'UCR a organisé le 22 octobre une rencontre de ses correspondants sur la lutte contre les idées d'extrême droite (LIED). Le réseau UCR aura un rôle de vigie et d'alerte, et de soutien aux correspondants locaux dans leurs liens avec l'interpro : relayer des rencontres locales dans les « villes moyennes ». On a évoqué Alès et Perpignan. Il faudrait aussi en organiser côté ex-midipy.

Mais la priorité reste la communication avec nos adhérents et militants.

outils (argumentaires, vrai/faux...) sur la page de l'ARC :

<https://arc.cfdt.fr/portail/arc/les-fiches-par-themes/pourquoi-combattre-les-idees-d->

[extreme-droite-est-une-priorite-en-tant-qu-adherent-e-srv1_1588853](#)

Outils régionaux :

Fiches argumentaires destinées aux militants en cours de préparation : une fiche de

présentation générale « Extrême droite, attention danger! », et plusieurs fiches thématiques :

en chantier pour le moment : « danger pour la planète » et « danger pour la France et pour l'Europe »,

une fiche « danger vis à vis des libertés et de la démocratie » devra être créée.

Utilisation de l'espace numérique de travail (ENT) CFDT Occitanie

(<https://www.nouvel-horizon-cfdt.fr/home>) à voir avec l'URI. Créer un nouvel onglet ou un espace collaboratif spécifique.

Nécessité d'être présents sur les réseaux sociaux

Le RN y est très présent, notamment sur TikTok, beaucoup de publications d'extrême droite, fake news, complotistes... Bloquer les sites malveillants, répondre quand on nous attaque, ne rien laisser passer. Chacun doit relayer nos infos sur ses réseaux. Cibler notre public de seniors.

Echange sur les municipales

Le PPV vient de publier ses propositions pour les municipales de 2026 :

<https://www.pactedupouvoirdevivre.fr/pouvoirsdeville>.

Le document aborde de nombreux aspects pour une ville écologique, solidaire et démocratique. Pas de proposition spécifique de lutte contre l'extrême droite, mais la plupart des propositions vont à l'encontre des programmes d'extrême droite. Notamment le soutien au mouvement associatif, l'accueil des exilés, le souci d'une alimentation de qualité, la lutte contre les pollutions et pour la sobriété énergétique...

Mais la question se pose plus largement, notamment dans des petites communes, avec des candidats qui n'affichent pas d'étiquette mais qui peuvent être proches de l'extrême droite (voire carrément engagés dans de tels partis).

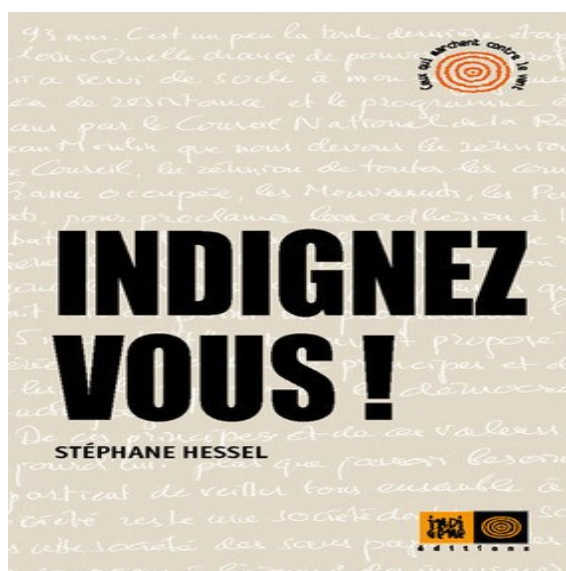
Il serait intéressant de collecter les infos sur ce qui se passe dans les mairies actuellement aux mains de l'extrême droite. On évoque Perpignan, Béziers et Beaucaire.

Bernadette RAVAILLE

(re)Lire« Indignez vous » de Stéphane Hessel.

En octobre 2010, le manifeste « *Indignez vous* » a connu un succès planétaire : 44 traductions, plus de 4 millions d'exemplaires. Son auteur Stéphane Hessel 93 ans résistant et ancien diplomate, lançait une « insurrection pacifique » devant les déséquilibres du monde. 15 ans après, Salomé Saquet, journaliste pour Blast, écrit dans la préface de la nouvelle édition : « La pire attitude c'est l'indifférence. Dire « je n'y peux rien je me débrouille » Cette phrase a nourri mon besoin de comprendre, d'enquêter, de nommer ce qui oppresse, de ne surtout pas fermer les yeux sur les réalités qui nous entourent.

Nous allons dans quelques mois choisir le bulletin que nous déposerons dans l'urne. Pour mesurer les conséquences de ce choix sur la société, voici quelques extraits de la préface de Salomé Saquet et du court texte de Stéphane Hessel.



« Une société dont nous soyons fiers,

Nous avons aujourd'hui plus que jamais besoin des principes et des valeurs issus du Conseil National de la Résistance. Il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers, pas cette société des sans-papiers, des expulsions, des soupçons à l'égard des immigrés, pas cette société où l'on remet en cause les retraites, les acquis de la Sécurité Sociale, pas cette société où les médias sont entre les mains des nantis, toute chose que

nous aurions refusé de cautionner si nous avions été les véritables héritiers du Conseil national de la résistance.

Dans le chaos ambiant, défendre les institutions, le savoir et refuser le mensonge pour défendre les faits recoupés, devient indispensable. Sinon, comme nous en prévenait la philosophe Hannah Arendt en 1973 le risque est réel :

Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges, mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir, mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et, avec un tel peuple, vous pouvez faire ce qu'il vous plaît.

Le motif de base de la Résistance c'était l'indignation

Je souhaite à chacun d'entre vous d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant fort et engagé. On rejoint ce courant de l'histoire et le grand courant de l'histoire doit se poursuivre grâce à chacun. Et ce courant va vers plus de justice, plus de liberté mais pas cette liberté incontrôlée du renard dans le poulailler.

Nous avons le droit et le devoir de nous indigner.

Les raisons de s'indigner peuvent paraître aujourd'hui moins nettes, ou le monde trop complexe. Qui commande, qui décide ? Il n'est pas toujours facile de distinguer entre tous les courants qui nous gouvernent. Nous n'avons plus affaire à une petite élite dont nous comprenons clairement les agissements. C'est un vaste monde dont nous sentons bien qu'il est interdépendant. Nous vivons dans une interconnectivité comme jamais encore il n'en a existé. Mais dans ce monde il y a des choses insupportables cherchez-vous allez trouver. La pire des attitudes est l'indifférence dire « je n'y peux rien je me débrouille » En vous comportant ainsi, vous perdez l'une des composantes essentielles qui font l'humain : la faculté d'indignation et l'engagement qui en est la conséquence...

(suite page 8)

(suite et fin)

On peut identifier deux grands défis :

La très grande injustice infligée à une trop grande partie de l'humanité privée des fondements nécessaire à une vie décente. L'écart entre les très pauvres et les très riches qui ne cesse de s'accroître est d'autant plus inacceptable qu'aujourd'hui pauvres et riches sont en contact, se connaissent, ils voient la même publicité pour toutes sortes de biens que les premiers ne peuvent pas s'offrir tandis que les seconds les considèrent comme parfaitement naturels.

Les violations des libertés et des droits fondamentaux : Liberté de confession, liberté d'expression, liberté de vivre à l'abri de la peur, liberté de vivre à l'abri du besoin.

Une véritable démocratie a besoin d'une presse indépendante

Pour être un contre-pouvoir, permettant le débat

et l'expression d'opinions différentes, la presse doit échapper aux intérêts économiques ou partisans.

En France des pôles médiatiques favorisent la promotion de leaders de droite ou d'extrême droite.

En France un groupe de 10 milliardaires pèse 90% des ventes de quotidiens nationaux, 55% de l'audience Télé et 40% de celle des radios. Des millions d'euros sont investis pour favoriser les organisations de droite et d'extrême droite.

En 2025 la France a chuté de quatre places au Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters Sans Frontières.

L'assouplissement des règles de modération des réseaux sociaux (Meta, X ...) a fait exploser les discours de haine et de désinformation.

L'intérêt général doit primer sur l'intérêt particulier, le juste partage des richesses créées par le monde du travail doit primer sur le pouvoir de l'argent.

**« CREER C'EST RESISTER
RESISTER C'EST CREER »**

Suzy SALVADORI

Lutte contre les idées d'extrême droite : la CFDT et la CFDT EDUCATION FORMATION RECHERCHE PUBLIQUES se mobilisent

En novembre 2023, le Bureau national débattait et adoptait « La stratégie de la CFDT pour lutter contre l'extrême droite et le Rassemblement national », assortie d'une trame de plan d'action, conformément à la décision de faire de la lutte contre l'extrême droite et la diffusion de ses idées une des dix-sept priorités du plan d'action confédéral destiné à mettre en œuvre nos engagements pris au congrès de Lyon en juin 2022.

La lutte pour la démocratie et contre les idées d'extrême droite se décline donc

A la fois **au niveau confédéral** avec la constitution d'un réseau de militants et de militantes mandatés par les URI ou les fédérations. Ce réseau a construit différentes actions : documenter ce que fait l'extrême droite au travail et à la démocratie, construire des arguments face à la lepénisation des idées et des façons de dire le réel et contre les « fake news », outiller les militants avec des méthodes de débat et de dialogue, former.

Il est prévu d'organiser des débats avec une méthode particulière de dialogue et d'écoute en novembre-décembre 2025 dans les territoires et notamment ceux les plus touchés par le vote d'extrême droite pour parler démocratie avec nos adhérents et militants, dont certains peuvent être sensible à la rhétorique de l'extrême droite.

Au niveau de la fédération Education Formation Recherche Publiques, le conseil fédéral a créé un groupe de travail militant sur le sujet avec 3 axes de travail :

Documenter ce que les idées d'extrême droite font au travail dans notre champ : entrisme des associations ultra conservatrices, remise en cause de l'EVAR.S, ...

Organisation de webinaires avec de grands témoins comme Vincent Jarousseau qui a mené un travail documentaire et photographique sur l'extension du vote RN parmi les travailleurs du soin, pour mieux comprendre les motivations du vote

Outiller nos militants avec des méthodes d'écoute et de dialogue et par la formation.

BAISSE DEMOGRAPHIQUE ET CHOIX BUDGETAIRES : PLUS OU MOINS D'ECOLE ?

De 2010 à 2024, l'INSEE a constaté une baisse des naissances de 20%. Cela pourrait constituer une opportunité pour améliorer notre système éducatif, en réduisant le nombre d'élèves par classes, en améliorant les conditions d'exercice et les rémunérations des enseignants et en réduisant les inégalités territoriales et scolaires. Cependant, la tentation de faire des économies à court terme pollue ce nécessaire débat.

La chute de la natalité en France (172 000 naissances en moins en 2024 par rapport à 2010) entrainera mécaniquement une baisse du nombre d'élèves, au moins jusqu'en 2035. C'est une opportunité à saisir pour tenter de gommer les difficultés de notre système éducatif.

Réduire le nombre d'élèves par classe

A moyens constants, c'est une vieille revendication réalisable. Réduire la taille des classes, outre les avantages pédagogiques évidents, améliorerait le relationnel et le bien-être en classe. Les conditions d'exercice du métier enseignant s'en trouveraient facilitées.

Un métier mieux reconnu

Les difficultés du recrutement des enseignants, leurs rémunérations pas à la hauteur, l'augmentation des démissions, actent une crise de la profession. Dans ce contexte de diminution du nombre d'élèves, il y a matière à mieux considérer et rémunérer les enseignants.

« La France occupe la dernière place de l'OCDE quand on demande aux enseignants si leur profession est valorisée par la société » (Enquête TALIS 2024)

Réduire les inégalités scolaires et territoriales

Notre système scolaire est un des plus inégalitaires en Europe. Les conditions de la réussite scolaire ne sont pas les mêmes selon l'endroit où l'on habite et le milieu social d'origine. Améliorer cela est au cœur du projet de la CFDT pour

l'école. Convaincre de l'impérieuse nécessité de mettre à plat notre système éducatif pour réduire ses inégalités, cibler les moyens sur des priorités, reconsidérer le fonctionnement de ce Ministère, investir sur le long terme, voilà des pistes à suivre dans la période. Vaste programme...

Claude ALLIOT

Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique ? », in *Perspectives budgétaires*, chapitre 4, juin 2025;



L'avis de la CFDT Education :

« La dynamique démographique française se traduit par une diminution du nombre d'élèves dans le 1^{er} degré, puis dans les années à venir dans le second degré et à l'université. Cette évolution soulève des questions quant à l'offre éducative. Pour la CFDT Education Formation Recherche Publiques, il convient de ne pas diminuer mécaniquement le nombre de personnels éducatifs, et, au contraire d'utiliser cette période pour améliorer les conditions d'apprentissage et les conditions de travail. Le dialogue social et la démocratie territoriale sont indispensables pour prévenir l'avenir dans les différents territoires. Hélas, le risque est grand que la rigueur budgétaire balaie toutes ces questions structurantes. »

Catherine Nave-Bekhti, Secrétaire Générale.

Entrevue avec Cyril Mazzon, secrétaire général de la CFDT Education Formation Recherche Publique Académie de Toulouse

Comment s'est passée la rentrée scolaire cette année ?

Il n'y a pas eu d'événements majeurs cette rentrée. Les difficultés ont tendance à se renouveler tous les ans. Il y a encore et de plus en plus de postes vacants mais non pourvus faute de candidats. Certaines disciplines sont particulièrement touchées. Les remplacements de courte durée (moins de 3 semaines) sont parfois problématiques. Normalement ces remplacements sont pris en charge dans le cadre du Pacte mais la réalité est très variable selon les établissements et lorsque les enseignants refusent le pacte, les heures supplémentaires dédiées au remplacement de courte durée sont supprimées ou non proposées.

Qu'en est-il des contractuels ?

Dans le contexte budgétaire incertain que nous vivons, le recrutement de contractuels a d'abord été limité puis gelé. Impossible de recruter pendant 2 mois. Statistiquement, les manques sont marginaux mais la période qui arrive va être difficile quand la fatigue va s'installer et que les maladies saisonnières vont apparaître : virus, grippe...

On parle beaucoup de baisse démographique, qu'en est-il au niveau de l'école ?

La baisse de la démographie commence à se ressentir effectivement dans le 1^{er} degré. On s'attend à une baisse de 20-25 % des effectifs sur 5 ans, 5000 élèves en moins chaque année, du fait de la baisse conjointe des soldes naturels et migratoires. Dans le second degré, la baisse attendue n'a pas eu lieu mais elle aura lieu, de manière diversifiée. Le collège sera évidemment touché dès l'année prochaine avec la montée de CM2 moins nombreux. En lycée, le déclin des voies technologiques est compensé par les progrès de la voie professionnelle, continus depuis plusieurs années. Le problème est que ces évolutions sont mal anticipées par le rectorat.

C'est-à-dire ?

En fait, depuis plusieurs années, on constate de gros écarts dans la variation des effectifs entre les prévisions faites l'hiver et les constats de la rentrée suivante. Cette année par exemple, il y a eu 600 élèves en moins au collège comme prévu mais il y a eu 300 élèves en moins au lycée général et technologique au lieu des 500 attendus et dans le même temps le lycée professionnel et le post bac ont gagné chacun 200 élèves de plus que prévu.

Or le « coût » d'un élève en lycée professionnel est plus élevé que celui d'un collégien ou qu'un autre lycéen et il faut rappeler que les lycées professionnels sont déjà saturés, notamment dans la métropole toulousaine.

En fait le rectorat rencontre des difficultés avec les outils de prévision de l'INSEE de sorte que l'Education Nationale. Sa politique de convention avec l'institut statistique pour privilégier ses propres outils.

Quelles sont vos revendications ?

Il faudrait que la baisse démographique, plus rapide et plus forte que prévu, ne soit pas un prétexte pour faire des économies massives mais soit l'occasion de réduire les effectifs aujourd'hui trop élevés, d'améliorer les conditions de travail dans les classes, notamment l'inclusion des élèves en situation de handicap, de renforcer les viviers de remplaçants voire d'améliorer l'offre éducative. Notre crainte est que le dialogue social sur la carte scolaire 1^{er} et 2^e degré, mené avec le Rectorat et surtout en département avec les DSDEN, ne soit remis en question par le préfet qui a récemment vu ses pouvoirs s'accroître en la matière.

Propos recueillis par Bernadette MARTY

quels sont les moyens mobilisés pour cette lutte
(voir le dossier dans ce journal)

Alain Schneider, du bureau de l'UFR, présente l'**IREA** (Institut de Recherche, d'Etudes, d'Animations) qui organise des colloques, des journées d'études suivies de publications.

Alexis Torchet de la CE de la fédération EFRP présente le travail du groupe « **Histoire de la fédération** » qui a pour but de revitaliser la mémoire et la transmission, de préserver les archives et de mettre en valeur la multiplicité des engagements individuels.

Le conseil élu s'est ensuite réuni pour établir le calendrier des rencontres (prochain bureau : 17 décembre 2025, prochain conseil 25 et 26 mars 2026), les groupes de travail ouverts aux adhérents (Protection Santé Complémentaire PSC ; Cotisation ; Histoire ; Santé ; Revendications). Les réunions en visio seront privilégiées.

Bernadette RAVAILLE

Les conséquences de l'évolution démographique et les problèmes liés au changement climatique, en particulier dans les établissements scolaires.

Martial Crance, du bureau de l'UCR, anime le groupe « défense de la démocratie et lutte contre les idées d'extrême droite ». Il indique

DES NOUVELLES DU SYNDICAT CFDT EFRP DE TOULOUSE

Infos du conseil syndical CFDT EFRP de l'académie de Toulouse du 9 octobre 2025

22 personnes présentes à ce CS qui s'est déroulé dans une salle de l'université de Rangueil

Fonctionnement et développement :

2 ans et demi après le congrès qui a amené une nouvelle équipe « aux manettes », le syndicat est maintenant bien structuré. CS et CE se déroulent régulièrement dans une ambiance sereine et constructive. Des outils informatiques performants ont été mis en place et de nouveaux militants prennent des responsabilités. Lors de ce conseil, la mise en place d'une commission des finances a été abordée. Elle permettra de définir la politique financière du syndicat conformément aux statuts et au RI. Un plan formation a été présenté. Des militants ont été désigné pour suivre les dossiers VSS (violences sexistes et sexuelles) ou pour représenter le syndicat à l'Union départementale CFDT 31.

Pour ce qui concerne le développement, les résultats sont bons puisqu'on dénombre un solde (adhésions - radiations) de + 50 adhérents depuis le 1^{er} janvier 2025. Une réunion est prévue fin novembre pour faciliter le passage des adhésions des adhérents nouveaux retraités vers les sections CFDT de retraités.

Actualité revendicative

Les discussions concernant l'actualité revendicative ont porté sur la décision du Conseil d'Etat sur les AESH ; les difficultés de la mise en place de la réforme de la voie professionnelle, les questions sur la mise en place de la mutuelle, le manque de moyens alloués aux séances d'EVAR.S (Education à la vie affective, relationnelle et sexuelle) qui sont souvent faites par les infirmières, les actions de terrain concernant la lutte contre les idées d'extrême droite. Les militants des Hautes Pyrénées vont organiser un débat sur ce sujet avant les municipales

Elections professionnelles à venir :

Les prochaines élections auront lieu en décembre 2026. La préparation a déjà commencé au niveau de la fédé ; la CFDT EFRP académie de Toulouse y consacrera son prochain conseil syndical en décembre. Les enjeux ont toujours la même importance : la représentativité du syndicat au plan national, académique et départemental avec les moyens syndicaux alloués et la possibilité de négocier des accords au plan national mais aussi au niveau local (conditions de travail, télétravail....). Au cours de l'année qui vient, le syndicat va s'appliquer à faire des listes de candidats mais aussi à mettre en place une stratégie visant à faire voter les établissements où il y a peu de votants. Un travail important auquel la section des retraités apportera son soutien.

Bernadette MARTY

DES ÉLUS QUI VOUS RESSEMBLENT



Section Syndicale des Retraités (SSR) CFDT education formation recherche

UTR CFDT 31 09 ,3, chemin du pigeonnier de la Cépière ,31000 Toulouse

UTR CFDT 12 , 23 avenue de la Gineste
12000 RODEZ

UTR CFDT 32 40 rue Rouget de L'isle, 32000
AUCH

UTR CFDT 46 bourse du travail, place
Claude Rousseau 46000 CAHORS

UTR CFDT 65 5 boulevard du Martinet
65000 Tarbes

UTR CFDT 81 maison des associations, l
place du 1er mai 81100 CASTRES

Messagerie SSR SGEN CFDT:
sgenretraites3109@gmail.com



Un simple accident : Palme d'or au festival de Cannes 2025.

Ce film traité comme un thriller, a été écrit et réalisé par Jafar Panahi, emprisonné à de multiples reprises en Iran.

Synopsis : en Iran, de nos jours, un homme croise par hasard celui qu'il croit être son ancien tortionnaire. Cependant face à ce père de famille qui nie farouchement avoir été son bourreau le doute s'installe et la recherche d'indices commence....

Émouvant, angoissant et...parfois drôle ! Le scénario est très astucieux et le dénouement ouvert peut laisser le spectateur perplexé.

Bernadette RAVAILLE

Disponible (s) un peu, beaucoup ou pas du tout , les adhérent-es retraité-es ont toujours leur place dans la vie de la CFDT.

A la retraite, l'adhésion n'est pas automatique, c'est une réelle décision .

Vous êtes adhérent-e du Sgen-CFDT,

Vous venez de prendre votre retraite

Vous êtes en retraite depuis plusieurs années .

Pourquoi poursuivre votre adhésion à la CFDT dans le cadre de la Section Syndicale des Retraités ?

- * Etre solidaire de notre syndicat professionnel

(15 % versé à la Fédération)

- * Soutenir les revendications et agir pour améliorer nos conditions de vie avec tous les autres retraités.

- * Etre informée-e grâce à la presse syndicale qui donne une analyse de l'actualité et de la société correspondant à nos valeurs.

Les membres de la coordination des SSR CFDT EDUCATION FORMATION

RECHERCHE PUBLIQUE de MIDI-PYRENEES vous souhaitent de:

BONNES FETES DE FIN D'ANNEE

ATTENTION! Nouvelle adresse mail de la SSR : sgenretraites3109@gmail.com